

CE QUI NE VA PAS DANS LE LIVRE...

Parmi les industries actuellement en expansion, celle du Livre figure en bonne place. On assiste, en effet, depuis quelques années, à un développement sans précédent des différentes branches ressortissant au domaine de l'édition.

La radio, pénétrant jusque dans les foyers les plus reculés et étendant le champ de la connaissance, l'allongement de la scolarité et divers autres facteurs, ont suscité un appétit de lecture ouvrant de nouveaux débouchés aux éditeurs qui se disputent le marché du livre. Pour satisfaire cet engouement, de nombreuses revues ou autres publications périodiques voient le jour, des éditions populaires, genre «*Livre de Poche*», se multiplient, cela pour le plus grand profit des maîtres de l'édition.

Car, bien entendu, là comme ailleurs, ce sont les gros qui l'emportent sur les concurrents moins bien équipés, moins pourvus en moyens financiers. Il en résulte une concentration industrielle opérée soit par regroupements, fusions ou absorptions d'entreprises aboutissant à une trustification dont, en France, des affairistes comme Del Duca, le groupe Hachette, sont parmi les plus agissants.

Le groupe Hachette, qui est, de loin, le plus gros producteur de l'édition, et dont la progression envahissante préfigure cette évolution, mérite, à ce titre une mention particulière. Appuyé par de fortes participations bancaires - dont la puissante *Banque de Paris et des Pays-Bas* - son empire s'étend des usines de fabrication du papier au monopole de la diffusion du livre et de la presse, y compris nombre d'imprimeries de journaux quotidiens, livres et périodiques, et la filiale *Télé-Hachette*, l'un des plus importants fournisseurs de productions télévisées.

Il est évident que l'âpre concurrence qui met aux prises les magnats de l'imprimerie pour la conquête d'une clientèle toujours plus nombreuse, ne va pas sans bouleversements de tous ordres dont les répercussions se font déjà sentir et atteindront dangereusement, s'ils n'y prennent garde, les avantages conquis de haute lutte par les travailleurs du livre et de la presse.

La recherche - en dehors de toute considération humaine - de la meilleure rentabilité du capital investi par un patronat lancé, là comme ailleurs, dans la course du profit. L'introduction des derniers perfectionnements techniques de production dans la composition, l'impression et la brocherie-reliure, la décentralisation géographique, c'est-à-dire l'installation en province, voire à l'étranger d'imprimeries satellites dotées d'un matériel ultra-moderne et, où le recrutement d'une main-d'œuvre locale assure aux employeurs des conditions d'exploitation plus avantageuses, tout cela n'est pas sans dommage pour certaines catégories du Livre de Paris et d'autres grandes agglomérations où la revendication risque ainsi d'être freinée par cet exode de travail vers des régions socialement retardataires, et leurs conditions de travail et de salaire, tout comme la sécurité de l'emploi, sérieusement menacées.

Cette situation s'est encore aggravée du fait que les éditeurs français acceptent les offres de plus en plus fréquentes d'imprimeurs italiens, belges, hollandais, etc..., proposant des tarifs de production très au-dessous des prix français. Ne voit-on pas également certains pays de l'Est, peu scrupuleux sur l'application du principe de l'internationalisme prolétarien, se mettre sur les rangs des marchands au rabais et venir arracher le travail aux ouvriers de ce pays en soumettant, eux aussi, des tarifs encore plus réduits!

La défense ouvrière

Il va de soi que les récents congrès des organisations ouvrières du Livre, celui de la fédération cégétiste comme celui de la fédération *Force Ouvrière*, ont eu à se préoccuper de ces problèmes et à leur trouver des solutions appropriées.

Or, bien que les responsables de ces deux organisations se soient respectivement félicités des résolutions adoptées et des vœux plus ou moins platoniques issus de leurs travaux, il apparaît à tout militant

quelque peu soucieux d'efficacité que la timidité des mesures envisagées ne saurait permettre d'augurer favorablement pour l'avenir. D'un côté comme de l'autre, on se tient sur la défensive sans aucune initiative quelque peu hardie pour remédier au marasme actuel.

Le seul point positif à retenir, côté C.G.T., est la décision de demander la ré-affiliation à la *Fédération Graphique Internationale* en vue d'une action commune pour parer au danger que créent les disparités économiques et sociales et rétablir les liens de solidarité ouvrière face aux manœuvres mercantiles d'un patronat spéculant sur nos divisions.

Comme il fallait s'y attendre, cette position est farouchement combattue au sein de la F.G.I. par les représentants de la fédération rivale *Force Ouvrière* qui refusent la cohabitation avec ceux d'une organisation dont ils dénoncent les attaches moscoutaires.

Certes, on conçoit que ces camarades, qui, pour ces mêmes raisons, ont quitté la F.F.T.L., en 1948, se sentent mal à l'aise à l'idée de se retrouver de nouveau aux côtés de leur adversaires de tendance, mais il importe de leur rappeler que ce qui compte avant tout en la circonstance c'est l'intérêt ouvrier et non les susceptibilités ou les froncements d'amour-propre de quelques individualités.

Et c'est le problème de l'unité tout court qui est ainsi posé, sur le plan intérieur comme sur le plan international, et que ces mêmes camarades, qui refusent tout contact avec la F.G.I., pertinent à présenter comme un attrape-nigaud.

Au moment où les grandes coalitions d'intérêts, celles du Marché commun comme celles des deux grands de l'Est ou de l'Ouest, incapables de surmonter leurs difficultés, s'efforcent de les vaincre sur notre dos, il faut voir plus haut et plus loin, il faut cesser de se stratifier dans des positions périmées et vouées à la stérilité, comprendre que ce sont les nécessités mêmes de la stratégie ouvrière qui exigent le regroupement de toutes nos forces pour rendre le syndicalisme capable d'imposer ses solutions dans un monde désaxé où la guerre économique risque à chaque instant de nous précipiter dans une nouvelle fournaise.

Dans le Livre plus qu'ailleurs cette union est possible en raison du climat très particulier qui règne parmi les travailleurs de la profession, réfractaires pour la plupart aux mots d'ordre venus de l'extérieur. Si, lors de la dernière scission, les militants syndicalistes du Livre, d'accord pour refuser de cautionner plus longtemps la politisation syndicale et ayant voté en commun le retrait de la C.G.T., se sont séparés, les uns pour constituer une nouvelle fédération adhérente à *Force Ouvrière*, les autres ralliant la majorité qui s'était prononcée pour le maintien à la fédération cégétiste - mais bien décidés à continuer le bon combat sur le terrain même de l'adversaire - le moment est aujourd'hui venu, après seize années d'expérience, de faire le point. Le bilan est, d'ailleurs, facile à établir. Contrairement à ce qu'espéraient nos camarades passés à *Force Ouvrière*, leur fédération, qui plafonne à 5.000 adhérents, ne s'est pas grossie au détriment de celle qu'ils ont quittée. Elle a vu au contraire ses effectifs se renforcer régulièrement et atteindre le chiffre record de 65.000 membres, ceux-ci se portant naturellement vers l'organisation la plus forte considérée comme la plus capable de défendre leurs revendications. Une autre raison est que, même après la scission, la majorité des membres de la F.F.T.L. a toujours su faire respecter la démocratie syndicale et la liberté d'expression au sein de l'organisation.

S'unir pour agir

Le sectarisme n'est, du reste, pas que d'un seul côté et l'on peut regretter qu'au congrès de la F.F.T.L., aucun délégué n'ait posé valablement le problème de l'unité qui pourtant avait retenu l'attention des congrès précédents ou des voix, qui manquaient, hélas! aux débats de mai 1964, avaient défendu l'effort entrepris par le P.U.M.S.U.D. (*Pour un mouvement syndical uni et démocratique*) et défini les conditions et les garanties nécessaires pour rendre la maison syndicale habitable à tous.

C'est en tout cas une question qui ne peut être éludée indéfiniment et qui devra être reprise par ceux des militants qui ne se dissimulent qu'aucune action d'envergure ne pourra être envisagée tant que les boutiques rivales passeront le meilleur de leur temps à s'entre-déchirer et que le racolage des syndiqués se heurtera invariablement à cette réponse du sollicité: «*Mettez-vous d'abord d'accord, je verrai ensuite*».

On ne saurait terminer cet examen des questions en suspens sans s'étonner qu'à ces mêmes congrès, le sabotage permanent par les ouvriers eux-mêmes de la semaine de quarante heures n'ait pas davantage préoccupé les délégués et responsables syndicaux qui n'ont fait qu'effleurer ce point essentiel des revendications ouvrières.

Que penser de leurs intentions à cet égard, sinon qu'ils en sont aux solutions de paresse, lorsque l'on voit le congrès de la fédération cégétiste se contenter, dans la résolution concernant cette question, de reprendre mot par mot les termes de la résolution du congrès précédent de 1961, c'est-à-dire de «*préconiser*» que le nombre des heures supplémentaires autorisées chaque semaine soit ramené à 10 heures (au lieu de 20 heures)?

Au surplus, réclamer une réduction des heures supplémentaires est une chose, c'en est une autre de savoir l'imposer. Or, cette année, pas plus qu'en 1961, n'est affirmée la volonté d'envisager les moyens de la faire aboutir. Ainsi cette répétition des doléances fédérales sur ce thème risque cette fois encore de rester lettre morte si les militants conscients du vide de l'action ouvrière n'interviennent en temps utile.

Ils auront d'abord à faire remarquer que la revendication qui consiste à réclamer modestement que les heures de dérogation soient ramenées à 10 au lieu de 20 - ce qui se traduit par l'acceptation des 50 heures hebdomadaires au lieu de 60 — est dépassée au moment où nos camarades du Livre d'Allemagne et de Belgique ont su obtenir, ces dernières années, que soit appliquée à bref délai, la semaine de quarante heures sans diminution de salaire.

Ils auront à rappeler, comme il a déjà été dit, que: «*La réduction du temps de travail, ce n'est pas seulement un peu plus de loisirs, c'est encore une prévention contre le surmenage et la maladie et aussi une assurance pour le plein emploi*».

Bref, comme on le voit, la besogne ne manquera pas à ceux de nos camarades de la profession qui veulent s'employer utilement à préparer les voies de l'avenir.

En ce début de septembre, nous sommes à pied d'œuvre pour passer des résolutions à leur mise en application.

C'est selon la suite qui leur aura été donnée et les résultats obtenus que l'on pourra apprécier les mérites et la combativité des intéressés et, en premier lieu de ceux ou ils ont placés aux postes de responsabilité.

Nicolas FAUCIER.
